

Loi ouvrant un crédit d'investissement de 24 950 600 F en vue de la transformation des infrastructures du centre de logistique militaire et civile d'Aire-la-Ville contribuant à la libération du site des Vernets pour la construction de logements (12085)

du 31 août 2017

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Crédit d'investissement

¹ Un crédit d'investissement de 24 950 600 F (y compris TVA et renchérissement) est ouvert au Conseil d'Etat pour la transformation des infrastructures du centre de logistique militaire et civile d'Aire-la-Ville contribuant à la libération du site des Vernets pour la construction de logements.

² Il se décompose de la manière suivante :

– Terrain, constructions, travaux, honoraires	19 333 992 F
– Equipements	1 910 972 F
– TVA (8%)	1 699 594 F
– Renchérissement	514 000 F
– Divers et imprévus	932 040 F
– Activation de la charge salariale du personnel interne	560 000 F
Total TTC	24 950 598 F
Arrondi à	24 950 600 F

Art. 2 Planification financière

¹ Ce crédit d'investissement est ouvert dès 2017. Il est inscrit sous la politique publique H – Sécurité et population.

² Il se décompose de la manière suivante :

– Construction (02300600 504000)	22 886 751 F
– Equipement (04141000 506000)	1 880 000 F
– Technologies de l'information (04110000 506001)	183 849 F
Total	24 950 600 F

³ L'exécution de ce crédit est suivie au travers de numéros de projets correspondants au numéro de la présente loi.

Art. 3 Recette d'investissement

A titre de contribution pour la libération du site des Vernets, le groupe d'investisseurs qui a été choisi par le Conseil d'Etat devra verser 22 millions de francs au canton, ceci conformément aux conditions fixées dans la promesse de droits de superficie distincts et permanents (DDP) des 23 et 24 juin 2016 signée avec l'équipe d'investisseurs « Ensemble ». Cette contribution de 22 millions sera répartie au prorata des montants des travaux entre les projets d'Aire-la-Ville et d'Epeisses. La contribution de 9 300 000 F affectée à la réalisation de l'ouvrage d'Aire-la-Ville sera versée, selon les modalités prévues dans la promesse de droits de superficie distincts et permanents (DDP).

Art. 4 Amortissement

L'amortissement de l'investissement est calculé sur le coût d'acquisition (ou initial) selon la méthode linéaire, sur une période correspondant à l'utilisation effective des éléments d'actifs concernés; l'amortissement est porté au compte de fonctionnement.

Art. 5 Utilité publique

Les travaux prévus à l'article 1 sont déclarés d'utilité publique au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre a, de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, du 10 juin 1933.

Art. 6 Loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013.

Le Conseil d'Etat est chargé de promulguer les présentes dans la forme et le terme prescrits.

Fait et donné à Genève, le trente et un août deux mille dix-sept sous le sceau de la République et les signatures du président et du membre du bureau du Grand Conseil.

Eric LEYVRAZ
Président du Grand Conseil

François LEFORT
Membre du bureau du Grand Conseil

LE CONSEIL D'ÉTAT,

vu l'article 67, alinéa 1, de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012,

arrête :

La loi ci-dessus doit être publiée dans la Feuille d'avis officielle.⁽¹⁾

La loi ci-dessus est soumise au référendum facultatif. Le nombre de signatures exigé est de 3% des titulaires des droits politiques.

Le délai de référendum expire le 23 octobre 2017.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès de la chambre constitutionnelle de la Cour de justice (rue du Mont-Blanc 18, case postale 1956, 1211 Genève 1) dans les **6 jours** qui suivent sa publication dans la Feuille d'avis officielle.

L'acte de recours doit être signé et parvenir à l'autorité ou être remis à son adresse à un bureau de poste suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse au plus tard le dernier jour du délai avant minuit. Il doit indiquer, sous peine d'irrecevabilité, l'arrêté attaqué, les conclusions du recourant ainsi que les motifs et moyens de preuve. Les pièces dont dispose le recourant doivent être jointes à l'envoi.

Genève, le 6 septembre 2017

Certifié conforme
La chancelière d'Etat : Anja WYDEN GUELPA

⁽¹⁾ Publiée dans la Feuille d'avis officielle le 12 septembre 2017.